



Communiqué de presse

110/20

Montreuil, le 15 décembre 2020.

Mission Laforcade / La mission de la CGT faire entendre la voix des salarié.e.s !

Ce mardi 15 décembre 2020 à 9 heures, la CGT a été reçue par Michel Laforcade en charge d'une mission diligentée par le gouvernement sur les métiers de l'autonomie.

La CGT note une fois de plus que le ministère des Solidarités et de la Santé se cache derrière une énième mission, comme pour d'autres sujets, alors que notre organisation, avec les salarié.e.s et les agent.e.s, a fait des propositions concrètes pour améliorer leurs conditions de travail et de rémunération dans le cadre du protocole d'accord « *Carrières et Rémunération du Ségur de de la Santé* ». En effet, ces personnels ont été injustement écartés des mesures salariales dans ce protocole que la CGT n'a pas signé en partie pour cette raison.

En cette nouvelle journée de mobilisation et de grève dans le secteur du médico-social et du social « *des Exclu.e.s du Ségur de la Santé* », la Fédération de la Santé et de l'Action Sociale a porté les revendications des professionnel.le.s de ces établissements, notamment l'exigence de l'attribution immédiate des 183 euros, comme leurs collègues du sanitaire et des EPHAD.

La CGT réaffirme que pour les mêmes métiers, il doit y avoir les mêmes salaires, le traitement inégalitaire qui leur est fait ne peut plus perdurer.

Mais au-delà des 183 euros, tous les métiers dans le sanitaire, le social et le médico-social doivent être revus avec des grilles salariales à la hausse pour une réelle reconnaissance des qualifications de nos professionnel.le.s à prédominance féminine ainsi que l'augmentation du point pour rattraper les années de gel. Il s'agit aussi de mettre la question de l'emploi au centre des préoccupations, la CGT à ce titre demande les moyens financiers pour un réel plan urgent de formation de qualité et le recrutement massif de professionnel.le.s. Notre organisation porte cette exigence depuis des années et ne peut pas entendre que l'urgence du moment pour ce gouvernement devienne un motif pour brader les formations et les diplômes.

La CGT avec les salarié.e.s exige des actes qui se traduisent par des mesures concrètes et plus de tergiversations.